

La diffusion du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

Forum Social Européen : un rendez-vous important

La sixième édition du Forum Social Européen aura lieu à Istanbul du 1^{er} au 4 Juillet au campus universitaire de Macka, proche du quartier animé de Taksim. Il rassemblera au moins 10 000 participant-e-s venu-e-s principalement de Turquie mais aussi de toute l'Europe, engagé-e-s dans des mouvements sociaux et citoyens : écologistes, féministes, syndicalistes, dans des mouvements de défense des précaires, des mouvements paysans, en défense des droits civils et politiques.....

Ce FSE se tient deux ans après l'éclatement de la crise, en pleine offensive des gouvernements européens pour imposer des politiques d'austérité et de régression sociale qui accroissent la pauvreté de larges secteurs de la population, le chômage et renforcent les inégalités. Tandis que les marchés financiers applaudissent à ces politiques, socialement injustes et économiquement inefficaces, les mouvements sociaux, les peuples s'y opposent. Cette résistance des mouvements sociaux et citoyens européens sera au centre des débats de ce prochain FSE et un des enjeux.



Le FSE sera un carrefour entre Orient et Occident et les très forts mouvements sociaux turcs seront au centre des débats. Et que ce soit sur le terrain du droit des peuples -et notamment des kurdes- ou des mobilisations sociales, la Turquie d'aujourd'hui est riche de mobilisations, de mouvements. Istanbul sera également l'étape régionale de la **Marche mondiale des femmes** avec un forum et une manifestation le 30 juin.

La crise climatique, le déclin de la démocratie et les droits civils, les conflits dans le monde, avec une attention particulière à l'occupation et au blocus israélien de la Palestine, les discriminations, les alternatives féministes à la crise, etc., font partie des sujets qui seront aussi discutés et analysés sur les quatre jours du forum.

C'est à l'issue de la manifestation de la Marche mondiale des femmes, le 30 juin que s'ouvrira le Forum , à Taksim avec une intervention d'un syndicaliste de Tekel (Turquie), d'un militant grec, d'une organisatrice de la Marche mondiale des femmes, et de militants du Forum social de Mésopotamie, suivi d'un concert. Le Forum se conclura par une Assemblée sur le thème : « *C'est à ceux qui sont responsables de la crise de la payer !* »

Plus que jamais, le contexte de la crise met à l'ordre du jour la nécessité de coordonner les efforts et travailler ensemble pour fournir une issue à la crise basée sur la justice sociale, l'égalité entre hommes et femmes et le respect de l'environnement. Le FSE, en tant que lieu de rencontre pour les mouvements sociaux européens, est une plate-forme importante pour *débattre, prendre des initiatives, coordonner des actions et développer des alternatives*. Ce sera le sens de la participation des nombreux acteurs sociaux, organisations, mouvements, réseaux réunis en France dans le CIFS (comité d'initiative pour les forums sociaux).

50 ans de Françafrique, ça suffit !

Cet appel unitaire, « arrêtons le soutien aux dictateurs ! Soutenons les peuples africains ! » est signé par l'Union syndicale Solidaires.

Le 14 juillet à Paris, des unités militaires de 14 pays africains défilent, au côté des troupes françaises. Convoqués par Nicolas Sarkozy, les chefs d'État, amis de toujours de la France et des réseaux de la Françafrique, les Gnassingbé (Togo), Bongo (Gabon), Compaoré (Burkina Faso), Déby (Tchad), Sassou Nguesso (Congo Brazzaville), Biya (Cameroun) seront présents dans la tribune présidentielle. Ceux-là, ainsi que d'autres dictateurs et putschistes, responsables pour certains du massacre d'une partie de leur population et du maintien de celle-ci dans la pauvreté, viendront s'assurer du soutien politique, économique et militaire et de leur enrichissement personnel auprès de leur ancienne puissance coloniale.



La France qui, durant la colonisation, avait abondamment pillé les ressources et utilisé les peuples comme réservoir de main d'œuvre, poursuit depuis 50 ans sa politique par tous les moyens, au détriment du développement des pays concernés, ce qui amène de nombreux africains à migrer pour nourrir leurs familles. Dans la plupart des pays concernés, les gouvernements de la France ont éliminé ou se sont rendus complices des assassinats de leaders qui ont combattu pour l'indépendance de leur pays...

Les autorités françaises ont mis en place des dictateurs, intégrés dans les réseaux de la Françafrique où ils côtoient l'Etat major de l'Armée, l'Elysée et de grandes entreprises comme Total, Bouygues, Bolloré, ou Areva. De l'Afrique de l'Ouest au Maghreb où Ben Ali et Mohamed VI prospèrent sur le dos de leurs peuples, l'héritage du colonialisme est toujours présent. Aujourd'hui encore, la plupart des élections dans ces pays sont truquées, les opposants souvent emprisonnés, parfois torturés ou assassinés, par ceux-là mêmes qui défilent le 14 juillet, avec la complicité des autorités françaises.

À cette politique françafricaine s'ajoutent une agriculture exportatrice européenne et la recolonisation des terres qui détruisent les productions locales, accélèrent le réchauffement climatique et contraignent les paysans africains à fuir les campagnes ou à migrer vers l'Europe. Cette « Europe Forteresse » qui fabrique des sans papiers, les exploite et les expulse sous couvert d'accords de réadmission codifiés dans la Directive Européenne de la Honte, au mépris de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Contre :

- Le soutien de la France aux dictateurs qui vivent impunément des rapports néocoloniaux au détriment du développement de leurs pays et du bien-être des populations.
- La torture, les massacres, les assassinats politiques, les trafics d'armes, et l'impunité de leurs auteurs et de leurs complices.
- La vie chère et la hausse des produits de première nécessité.
- Le pillage du continent par les pays riches par le biais de leurs multinationales, de la Banque Mondiale et du FMI.
- L'impunité, la criminalité financière et les paradis fiscaux et judiciaires.
- La politique africaine de la France menée par Nicolas Sarkozy et ses prédécesseurs.

Pour :

- La démocratie et des élections libres et transparentes.
- Le respect des droits humains.
- L'annulation de la dette illégitime payée par les peuples africains.
- L'accès de tous à l'alimentation, à l'eau, à la santé, à l'éducation, à l'emploi, à l'habitat, et à la justice.
- Une vraie mobilisation contre le Sida et le paludisme.
- La régularisation de tous les Sans Papiers : Grévistes en lutte depuis 8 mois et Marcheurs partis de Paris le 1^{er} Mai pour aller interpellier les dictateurs africains réunis à Nice le 31 mai, tous ensemble unis et déterminés dans un combat commun.
- La fermeture des bases militaires françaises en Afrique et l'arrêt de l'aide militaire et policière française aux dictateurs sous couvert d'Aide Publique au développement.

Nous, organisations françaises et africaines, exigeons un partenariat entre l'Europe et l'Afrique pour le développement et l'émancipation de l'Afrique hors de la tutelle du gouvernement français. Manifestons contre la Françafrique ! Place de la République, Paris, le 13 juillet, à 18 h. Bal anticolonial, 20h30, au Ministère de la régularisation de Tous les Sans papiers, 14 rue Baudelique, Paris 18^{ème}.

<http://survie.org/activites/campagnes-et-mobilisation/article/appel-a-la-manifestation-du-13>

Berlin : Emmely est réintégrée.

Caissière dans un supermarché Kaiser's Tengelmann, Emmely a été licenciée en 2008, après 30 ans de service. La raison ? Avoir utilisé à son compte deux tickets de consigne abandonnés par une cliente, d'une valeur totale de... 1,30 euro.

Après deux ans de bagarre juridique, possible grâce au soutien de nombreux collectifs militants, le tribunal fédéral d'Erfurt a cassé la décision du tribunal du travail de Berlin-Brandenburg,



estimant qu'après trente et un ans de bons et loyaux services, le « larcin » ne pouvait être considéré comme une « rupture de confiance ».

C'est une victoire importante, mais elle ne fait pas oublier que le cas d'Emmely est très courant... Pour fêter ces deux années et quatre mois de lutte victorieuse, mais aussi pour préparer d'autres victoires contre l'injustice sociale, une fête sera organisée le 14 juillet à Berlin.



Contre-sommet des peuples à Madrid

En pleine crise financière, et pour s'en sortir sur le dos des peuples, l'Europe libérale renforce sa politique prédatrice en Amérique latine et dans les Caraïbes, et comptait avancer dans cette voie lors du Sommet de Madrid réunissant chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique latine. C'était l'occasion de leur opposer une vaste mobilisation des mouvements sociaux (plus de 400) des deux continents, à l'initiative du réseau bi-régional "Enlazando alternativas". Ce contre-sommet réussi, en présence de nombreux jeunes, a été l'occasion d'instruire le procès des multinationales européennes qui se livrent au pillage des ressources des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, avec la complicité des gouvernements et des institutions de l'UE.



Juste au moment où s'ouvrait le contre-sommet, le **premier ministre espagnol Zapatero annonçait pour son pays un plan d'austérité musclé** : réduction de 5% du salaire des fonctionnaires, gel des pensions de retraite, annulation du « chèque-bébé » (prestation de 2 500 euros versée aux familles à chaque naissance), réduction des dépenses publiques. Autant dire que le refus de ces politiques de l'UE et du FMI, consistant à faire payer la crise aussi aux peuples d'Europe (Grèce, Hongrie, Roumanie, Portugal, Espagne, ... et France à travers la réforme des retraites) a occupé une place de premier plan !

Il a dominé la manifestation du dimanche 16 mai, réunissant associations environnementales et féministes, syndicats et partis politiques, avec une présence importante de la CGT espagnole (anarcho-syndicaliste) autour du mot d'ordre central de Grève Générale. Quant aux deux principaux syndicats espagnols, les Commissions Ouvrières et l'UGT, membres de la Confédération européenne des Syndicats (CES), ils n'étaient présents ni au contre-sommet ni à la manifestation. Tout cela a été l'occasion de cultiver contacts et débats avec les syndicats alternatifs espagnols, la CGT donc, mais aussi IAC(Catalogne), Confédération Intersyndicale, et SAT (Andalousie).

Parallèlement se tenaient les sessions du Tribunal Permanent des Peuples (TPP) : les témoignages des mouvements sociaux, tant d'Amérique latine que d'Europe, ont été nombreux, passionnants et passionnés. A signaler par exemple celui du **SME (Syndicat des électriciens de Mexico) engagé dans une épreuve de force avec le gouvernement mexicain, qui privatise l'approvisionnement en électricité des 18 millions d'habitants de Mexico** et le livre à l'entreprise espagnole Union Fenosa, en licenciant au passage 40 000 salariés !

À signaler aussi celui du **Front de Résistance Populaire du Honduras** (résistance dans laquelle les mouvements des femmes jouent un rôle clé), contre le coup d'État de juin 2009 au Honduras, que seules la pression des multinationales et la complicité des USA et de l'UE ont rendu possible.

Étaient présents également des syndicalistes argentins, vénézuéliens, colombiens, et des représentant-e-s des mouvements indigènes du Guatemala, du Pérou, d'Equateur, etc. venus expliquer comment les multinationales détruisent droits sociaux et environnement, par exemple dans la forêt amazonienne où les agissements des sociétés pétrolières sont moins connus mais tout aussi désastreux que ceux de BP en Louisiane.

Verdict du TPP : Coupables ! Coupables par exemple les multinationales françaises, GDF, Suez, Louis Dreyfus (énorme société minière qui saccage la Colombie et n'hésite pas à utiliser les services des paramilitaires contre les travailleurs colombiens). **Par delà les frontières, nos adversaires sont les mêmes, et nos combats... aussi !**

29 juin, grève générale au Pays basque

L'intersyndicale basque ELA-LAB-ESK-STEE / EILAS-EHNE-HIRU et la CGT Euskadi appellent les salarié-e-s du Pays basque à la grève. L'Union syndicale Solidaires leur a adressé un message de soutien.

L'Union syndicale Solidaires apporte tout son soutien à la grève du 29 juin au Pays basque, dont nous souhaitons qu'elle mobilise massivement les salarié-e-s. **L'unité syndicale** dans l'action est un élément positif pour sa réussite. Souhaitons qu'elle se poursuive et s'amplifie !

Face aux attaques patronales et gouvernementales, **une grève générale est nécessaire**, et sur un plan plus large : Grèce, Roumanie, Italie, Portugal, etc., tous les gouvernements d'Europe profitent de la crise du système qu'ils soutiennent pour accentuer l'exploitation des travailleurs/ses. La situation sociale dans de nombreux pays d'Europe montre que **le mouvement syndical doit avancer dans une coordination efficace à ce niveau et tournée vers les luttes**. Avec d'autres forces syndicales européennes, l'Union syndicale Solidaires a lancé « l'Appel de Paris » avec comme objectif concret de **renforcer le syndicalisme internationaliste, autonome, offensif, sans compromission**.

Plein succès à la grève du 29 juin ... et aux suites qu'il nous faut construire tous ensemble !



Israël, l'OCDE, le droit international ... et la justice !

L'Organisation de Coopération et de Développement Economique doit se prononcer sur la candidature d'Israël. Une campagne visant à mettre en exergue l'attitude de l'Etat israélien a été organisée, l'Union syndicale Solidaires y a participé en adressant un courrier à l'ambassadeur de France auprès de l'OCDE :

L'Union Syndicale Solidaires appelle instamment à bloquer l'adhésion de l'État d'Israël à l'OCDE jusqu'à ce que celui-ci se conforme aux normes de l'OCDE et du droit international. Israël a été officiellement invité à adhérer à l'OCDE en mai 2007 à la condition qu'il remplisse un certain nombre de critères, dont le respect des droits de l'homme, l'engagement pour la paix et la démocratie, et l'adhésion aux principes des Nations Unies.

Bien qu'Israël n'ait satisfait à aucune de ces exigences, Israël est plus près que jamais d'être accepté au sein de l'OCDE. L'Union Syndicale Solidaires estime qu'admettre Israël au sein de l'OCDE revient à ignorer le total mépris israélien du droit international. L'OCDE a exigé qu'Israël prenne un certain nombre de mesures pour réformer son marché du travail et a fait de cette exigence une condition d'admission. La mauvaise intégration économique des citoyens arabes palestiniens d'Israël est le résultat direct d'une discrimination institutionnalisée d'Israël basée sur l'appartenance ethnique : quelque 30 lois établissent explicitement une discrimination entre Juifs et Non-Juifs et accordent des privilèges exclusifs aux Juifs, alors que les Non-Juifs représentent 20% des citoyens israéliens et sont censés profiter de la pleine citoyenneté.

Israël a refusé d'appliquer toute réforme significative exigée par l'OCDE. Les Palestiniens qui travaillent pour des employeurs israéliens en Cisjordanie occupée n'ont aucun droit reconnu par la loi israélienne, et ils travaillent souvent sans contrat de travail et sous différentes formes de contrainte. Selon le Rapport Annuel des Violations des Droits Syndicaux 2009 de la CSI, « les travailleurs palestiniens en Israël, même avec un permis, sont harcelés par les autorités ». En outre, selon l'OCDE elle-même, c'est une de ses règles essentielles qu'enfreint Israël en incluant ses colonies en Cisjordanie occupée dans son rapport économique. **En acceptant Israël, l'OCDE donnerait son approbation officielle à l'occupation illégale des territoires occupés palestiniens et syriens.**

Dans la Feuille de Route pour l'accession d'Israël à la Convention de l'OCDE, celle-ci demande à Israël de démontrer son engagement envers les valeurs fondamentales partagées par les membres de l'OCDE. Israël a répondu en continuant à violer les lois des droits de l'homme ainsi que le droit humanitaire international, en ne se conformant ni aux Résolutions du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale de l'ONU ni à l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice qui réclame le démantèlement du Mur. En outre, Israël refuse de répondre de ses crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis lors de l'invasion de Gaza l'an dernier, qui sont exposés dans le rapport du juge Goldstone.



L'OCDE contredirait donc ses propres principes de multiples manières en acceptant Israël en son sein. C'est pour toutes ces raisons, Monsieur l'Ambassadeur, que l'Union Syndicale Solidaires vous prie instamment de bloquer l'adhésion d'Israël à l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques.

CAMPAGNE
du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

Boycott Désinvestissement Sanctions

Depuis bientôt dix ans, le Collectif national s'inscrit dans le combat pour l'application des résolutions des Nations Unies au Proche-Orient* et pour une paix négociée établissant un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël, dans des frontières sûres et reconnues, celles de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Nous appelons sur cette base à la solidarité avec les forces progressistes palestiniennes et israéliennes engagées dans ce combat.

Or les gouvernements israéliens successifs bafoient le droit international sans être sanctionnés.

C'est pourquoi le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, comme de nombreuses organisations à travers le monde, soutient la demande de la société civile et politique palestinienne pour que des sanctions soient appliquées à Israël dans le cadre de l'initiative non-violente **Boycott, Désinvestissement, Sanctions**, jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les principes universels des Droits de l'Homme.

Cette campagne est avant tout ciblée contre la colonisation et pour la fin de l'occupation, obstacles essentiels à la paix.

* Nouvelles résolutions 194 relatives au droit au retour des réfugiés palestiniens et 242, retrait de l'annexe territoriale des territoires de la Palestine qui ont été envisagés depuis 1967.

Ligne verte : ligne du cesse-le-feu conclu en 1949 à la suite de la première guerre israélo-arabe. Elle est officiellement reconnue par Israël en 1967 lors de la guerre des six jours.

**Du matériel pour la campagne
Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël**

Solidaires
144 Boulevard de la Villette
75019 Paris
Tél : 01 53 39 30 20
Fax : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org
www.solidaires.org

S'engage dans la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël

■ L'attaque de la flottille Free Gaza a déclenché une vague d'indignation générale dans le monde entier ■ Il faut que cesse l'impunité israélienne, il faut que le peuple palestinien soit libre ■ L'union syndicale Solidaires estime nécessaire de construire une campagne BDS forte dans les villes, les quartiers et les entreprises ■

À bas le colonialisme !
Israël impose un régime d'apartheid aux palestiniens. Le monde a refusé l'apartheid en Afrique du Sud, il le refuse aussi en Palestine. La société civile palestinienne a lancé un appel à une campagne de Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) en 2005 tant qu'Israël ne respectera pas le droit international. Depuis 1948, cet état colonial discrimine la population palestinienne et étend sans limite le territoire de ses colonies. Aujourd'hui les ouvriers et paysans palestiniens vivent sous un régime d'occupation militaire. Nous exigeons, avec la société civile palestinienne, qu'Israël respecte les préceptes du droit international en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres Arabes et en démantelant le Mur,
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue et en libérant les prisonniers politiques,
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés, (résolution 194 de l'ONU).

C'est pour faire entendre ces revendications que la société civile internationale doit s'engager massivement dans le boycott des produits israéliens.

Notre solidarité syndicale
Les droits des travailleurs palestiniens sont inférieurs à ceux des autres citoyens israéliens. La discrimination est patente, 50.000 ouvriers agricoles palestiniens travaillent dans les colonies et la vallée du Jourdain sans droits, avec des salaires inférieurs de moitié au salaire minimal israélien.

Quant aux ouvriers de l'industrie, ils connaissent des conditions de travail très dangereuses dans des usines chimiques ou métallurgiques sans protection légale, avec de très nombreux accidents du travail, et sans la possibilité de se faire soigner en Israël à cause du Mur.

Nous réaffirmons que la lutte pour la libération nationale et le combat pour l'émancipation des travailleurs de Palestine constituent deux volets indissociables de notre solidarité syndicale internationale.

SANCTIONS : Notre réponse à l'apartheid, à la colonisation et à l'occupation israélienne

BOYCOTT DÉSINVESTISSEMENT

BDS

France